

Une économie mondiale fondée sur la dette



Article rédigé par *Marc Rousset*, le 10 juillet 2017

Patrick Artus vient de déclarer, sur une grande chaîne de télévision, qu'un jour, il y aura une crise de la dette ! Les banques centrales ne peuvent pas passer leur temps à imprimer de la monnaie sans que rien ne se passe. Les banques centrales sont obligées de racheter des titres de dettes afin d'assurer la liquidité des marchés afin d'éviter la hausse des taux d'intérêt pour des économies (États, banques, entreprises, consommateurs) surendettées qui les précipiteraient vers l'insolvabilité, d'où un krach financier gigantesque mondial qui remettrait sans doute le capitalisme financier en question.

Tous les pays occidentaux – la Chine et le Japon inclus – sont tombés dans le piège de l'endettement fou ! La Chine, par exemple, augmente les déséquilibres mondiaux car elle s'endette en pratiquant la politique de fuite en avant, se prend pour l'Allemagne, augmente sa consommation d'une façon folle et ne fait plus d'enfants. La France a une dette de 2.200 milliards d'euros qui représente 100 % de son PIB, tout comme les États-Unis avec un endettement public d'environ 20.000 milliards de dollars, soit 100 % également de leur PIB. Si l'on tient compte des engagements non financés à provisionner tels que des garanties de prêt à la Grèce, les retraites des fonctionnaires, les dettes d'entreprises publiques, la dette réelle de la France (ce que le joueur de flûte Macron se garde bien de nous dire) est même de 3.300 milliards d'euros, soit 48.000 euros par Français au lieu de 36.000 euros.

Les émissions nettes d'obligations dans le monde ne font qu'augmenter et pourraient bientôt atteindre les 3.000 milliards de dollars. Suite aux difficultés de la Chine, de l'Asie du Sud-Est, de l'Arabie saoudite avec le prix du pétrole, de l'Amérique latine, il y a malencontreusement de moins en moins d'acheteurs potentiels d'obligations, ce qui devrait contribuer à la hausse des taux d'intérêt. La Fed, en vendant des titres obligataires et des bons du Trésor, suite à sa politique de réduction de l'assouplissement quantitatif, devrait aussi alimenter le marché en titres. Le Japon va aussi diminuer ses achats de titres en pratiquant une politique analogue. Quant à la BCE elle est sur le point d'atteindre le plafond maximal de 33 % des obligations émises par de nombreux pays de la zone euro. Ses statuts l'empêchent d'acheter davantage de dette souveraine car cela serait considéré (même si c'est pourtant déjà le cas) comme un financement de la dette publique des États par la Banque centrale.

Le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Mark Carney, a averti la semaine dernière de la nécessité d'une remontée des taux d'intérêt, tandis que la présidente de la Fed, Banque centrale des États-Unis, Janet Yellen affirmait avec un optimisme béat et un mensonge éhonté que nous ne connaîtrions jamais plus de crise financière « de notre vivant ». À ce moment même, toujours à Londres, l'*Institute of International Finance* nous informait que la dette globale mondiale atteignait maintenant 217.000 milliards de dollars, soit 327 % du PIB mondial, contre 276 % en 2007.

Le système ne peut plus continuer comme cela avec de la monnaie des banques centrales n'ayant plus comme contrepartie de l'or en garantie à l'actif mais – ce qui est ahurissant, illogique, anormal, inacceptable – des titres de dettes à long terme.

La vérité, c'est qu'on s'oriente pour toutes les raisons indiquées ci-dessus vers une hausse rapide, durable et importante des taux d'intérêt, dans un contexte d'inflation proche de zéro, suite à la mondialisation et à la numérisation, ce qui pourrait bien déclencher un krach financier et une gigantesque dépression économique pire qu'en 1929. La France, suite à son laxisme UMPS de quarante ans, serait particulièrement mal placée. Il

n'est pas sûr que le banquier Macron, incapable également de maîtriser l'invasion migratoire, l'islam et le terrorisme, finisse son quinquennat à l'Élysée.

Source : Boulevard Voltaire